

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 octobre 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative aux provocations constantes de
la Turquie à l'égard de l'Europe et au rôle
de la Turquie en tant que facteur régional
de déstabilisation**

(déposée par Mme Ellen Samyn et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 oktober 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de aanhoudende Turkse
provocaties aan het adres van Europa
en de rol van Turkije als regionale
destabiliserende factor**

(ingediend door mevrouw Ellen Samyn c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 6 octobre 2020, la Commission européenne a publié un rapport d'adhésion intermédiaire critique à l'égard de la Turquie. On peut y lire que la Turquie s'éloigne de plus en plus de l'Union européenne, une détérioration notable étant observée en matière de jurisprudence et de droits fondamentaux, et que la politique étrangère de la Turquie se heurte de plus en plus souvent aux priorités de l'Union européenne.

Ce rapport n'est pas le premier rapport négatif. Depuis plus de dix ans, chaque "rapport de progrès" fait état, en réalité, de régressions. Il est notamment question, à cet égard, de violations graves de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, des droits des non-musulmans et des femmes, de l'État de droit, etc. La liste interminable des lacunes et des infractions à propos desquelles la Commission européenne a inmanquablement exprimé ses "préoccupations" s'est allongée au fil des ans. Chaque année, il devient de plus en plus clair que la Turquie n'est absolument pas devenue "plus européenne", contrairement à ce que soutenaient les fervents partisans de son adhésion il y a quinze ans. Au contraire: ces dernières années, la Turquie s'est plutôt éloignée de l'Europe.

En transformant Sainte Sophie en mosquée, le président Erdogan a de nouveau symboliquement souligné sa rupture avec l'héritage séculier d'Atatürk, ainsi que son adhésion à la tradition ottomane, ce qui signifie, sur le plan international, qu'il souhaite jouer un rôle dirigeant dans le monde islamique et qu'il souhaite faire de la Turquie une grande puissance (régionale).

Faisant allusion au "passé glorieux" de l'Empire ottoman, le régime du président Erdogan a tout mis en œuvre, ces dernières années, pour étendre ou, plus précisément, renforcer la sphère d'influence de la Turquie dans toute cette région où, selon les mots du président Erdogan, "vivaient auparavant ses ancêtres". En effet, la Turquie dispose désormais de bases militaires dans plusieurs pays d'Afrique du Nord et d'Asie, et tente d'étendre encore son influence économique et culturelle dans les Balkans occidentaux. Mais elle ne s'arrête pas là: ces dernières années, Erdogan a tenté, à plusieurs reprises, d'associer la diaspora turque d'Europe occidentale à son projet politique.

Pour réaliser ses ambitions néo-ottomanes, le gouvernement turc se montre par ailleurs toujours plus agressif et ne craint pas les confrontations militaires. L'armée turque est intervenue en Iraq et a envahi trois fois la

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 6 oktober jongstleden publiceerde de Europese Commissie een kritisch tussentijds toetredingsrapport over Turkije. Daarin luidde het dat Turkije zich "almaar verder wegdrijft van de EU, met een serieuze terugval op het gebied van de rechtsspraak en de fundamentele rechten" en dat "de buitenlandse politiek van Turkije steeds meer in strijd is met de prioriteiten van de EU."

Het nieuwste negatieve rapport was niet het eerste in de rij. Al meer dan tien jaar leest elk zogenaamde "voortgangsrapport" als een feitelijk achteruitgangsrapport. Daarbij is er onder meer sprake van ernstige schendingen van de vrije meningsuiting, de persvrijheid, de rechten van niet-moslims en vrouwen, de rechtsstaat, ... De waslijst van tekortkomingen en inbreuken waarover de Europese Commissie stevast haar "bezorgdheid" uitdrukte, werd in de loop der jaren almaar langer. Elk jaar wordt dan ook duidelijker dat Turkije er allesbehalve "Europeser" op is geworden, zoals door de grote voorstanders van de Turkse toetreding vijftien jaar geleden werd voorgehouden. Wel integendeel: de weg die Turkije de afgelopen jaren heeft afgelegd, is er één wég van Europa.

Met de ingebruikname van de Hagia Sophia als moskee maakte de Turkse Erdogan op symbolische wijze nog eens duidelijk hoe hij komaf maakt met de seculiere erfenis van Atatürk en aanknoopt bij de Ottomaanse traditie, wat op buitenlands vlak impliceert dat hij aanspraak maakt op een leidende rol in de islamitische wereld en Turkije wil uitbouwen tot een (regionale) grootmacht.

Zinspelend op het "grootse verleden" van het Ottomaanse rijk heeft het regime van Erdogan de afgelopen jaren alles in het werk gesteld om de Turkse invloedssfeer uit te breiden, respectievelijk te versterken, in de hele regio waar "vroeger onze voorvaders waren" – dixit Erdogan. In een aantal Noord-Afrikaanse en Aziatische landen beschikt Turkije inmiddels over militaire basissen, terwijl het in de westelijke Balkanlanden economisch en cultureel verder voet aan wal probeert te krijgen. Daar stopt het overigens niet: de afgelopen jaren probeerde Erdogan meermaals de Turkse diaspora in West-Europa in zijn politieke agenda in te schakelen.

In het nastreven van haar neo-Ottomaanse ambities gaat de Turkse regering ook steeds agressiever te werk, waarbij ze niet terugschrikt voor militaire confrontaties. Het Turkse leger ging over tot militaire interventies in

Syrie entre 2016 et 2019. Les troupes turques – avec, dans leur sillage, des groupes djihadistes – ont d’abord attaqué la province kurde d’Afrine, qui vivait jusqu’alors en paix. Ensuite, des unités ont été stationnées dans la ville d’Idlib. Enfin, l’armée turque a aussi envahi la région autonome kurde de Rojava. Aujourd’hui encore, la Turquie occupe trois régions syriennes et rien n’indique qu’elle a l’intention de rendre ces territoires occupés. En outre, Ankara a constitué une armée de mercenaires, issus de milices djihadistes, qui a commis des viols, des meurtres, des pillages et des expulsions en Syrie et qui, de surcroît, est utilisée sans scrupule depuis lors pour servir les intérêts turcs.

Dans l’intervalle, la Turquie a exporté sa politique interventionniste en Lybie, où elle est activement intervenue dans la guerre civile en livrant massivement des armes et en dépêchant des conseillers militaires, des unités spéciales, ainsi que des mercenaires djihadistes qui opéraient auparavant en Syrie. Or, il convient de ne pas sous-estimer les conséquences potentielles de cette ingérence. En effet, en agissant de la sorte, la Turquie risque d’entrer en guerre ouverte avec l’Égypte. De plus, si la Turquie parvient à ancrer durablement son influence dans ce pays d’Afrique du Nord, elle occupera une position géopolitique décisive. En effet, la Lybie possède de grandes réserves de pétrole et de gaz et elle constitue, de surcroît, un État clé pour l’immigration illégale en direction de l’Europe. Le président Erdogan pourrait ainsi mettre la main sur un second levier de pression migratoire et, partant, sur un instrument de pouvoir supplémentaire avec lequel il pourrait exercer un chantage sur l’Europe. Ces dernières années, il a prouvé à suffisance qu’il n’hésiterait pas à utiliser l’arme migratoire contre l’Europe, notamment lorsqu’il a permis à une armée de migrants illégaux de prendre littéralement d’assaut la frontière grecque au début du mois de mars.

Il ne s’agissait pas de la seule provocation de la Turquie envers la Grèce et l’Europe. En effet, fin 2019, la Turquie a également conclu un accord avec le gouvernement d’union nationale libyen (*Government of National Accord*). Dans ce cadre, ces deux pays se sont pratiquement partagé la Méditerranée orientale – violant ainsi le droit en vigueur – et cet accord prévoit de confier le contrôle des champs pétroliers et gaziers de cette zone à la Turquie.

De plus, la Turquie continue à procéder à des forages pétroliers et gaziers dans la zone économique exclusive de Chypre en violation avec le droit international. Pas moins de quatre navires turcs par ailleurs “protégés” par des navires de guerre y ont été envoyés à cette fin. Et après qu’un affrontement armé a été évité de justesse cet été, le gouvernement turc a envoyé le navire

Irak et viel tussen 2016 en 2019 drie keer Syrië binnen. Eerst overvielen Turkse troepen – met in hun kielzog jihadistische bendes – de tot dan vredige Koerdische provincie Afrin, nadien werden eenheden gestationeerd in Idlib, en tenslotte viel het Turkse leger ook de autonome Koerdische regio Rojava binnen. Tot op vandaag houdt Turkije drie gebieden in Syrië bezet en niets wijst erop dat het van plan is het veroverde terrein op te geven. Bovendien bouwde Ankara er uit jihadistische milities een huurlingenleger op dat zich in Syrië te buiten ging aan verkrachtingen, moorden, plunderingen en verdrijvingen én sindsdien zonder scrupules wordt ingeschakeld om voor Turkse belangen te vechten.

Ondertussen exporteerde Turkije zijn interventiebeleid naar Libië, waar het actief in de burgeroorlog tussenbeide kwam met massale wapenleveringen, het uitsturen van militaire raadgevers, speciale eenheden én jihadistische huurlingen die eerder al in Syrië opereerden. De mogelijke gevolgen daarvan zijn niet te onderschatten. Het land riskeert met zijn optreden immers een open oorlog met Egypte. Indien Turkije erin slaagt zijn invloed in het Noord-Afrikaanse land duurzaam te vestigen, bevindt het zich bovendien in een beslissende geopolitieke situatie. Libië beschikt immers over grote aardolie- en gasreserves en is daarnaast een sleutelland voor de illegale immigratie naar Europa. Op deze manier zou Erdogan een tweede immigratiehefboom en dus een bijkomend machtsinstrument in handen krijgen waarmee hij Europa kan chanteren. Dat hij niet zal aarzelen om het immigratiewapen tegen Europa in te zetten, heeft hij de afgelopen jaren afdoende bewezen. Niet in het minst toen hij begin maart de Griekse grens letterlijk liet bestormen door een leger illegale immigranten.

Het was niet de enige provocatie aan het adres van Griekenland en Europa. Eind 2019 sloot Turkije ook nog een akkoord met de zogenaamde Libische “regering van Nationaal Akkoord” (*Government of National Accord*), waarbij beide landen – in strijd met het geldende recht – de oostelijke Middellandse Zee zowat onder mekaar opdeelden en Turkije feitelijk de controle zou verwerven over de gas- en olievelden die zich daar bevinden.

Daarnaast blijft het land – in strijd met het internationale recht – in de exclusieve economische zone van de republiek Cyprus onverminderd boren naar gas en olie. Er werden maar liefst vier Turkse schepen ingezet, die bovendien werden “beschermd” door oorlogsbodems. Nadat afgelopen zomer ternauwernood wapengekletter was voorkomen, stuurde de Turkse regering begin deze

de recherche “Oruc Reis” (également escorté par des frégates de la marine turque) dans les eaux grecques au début de ce mois.

Depuis quelques semaines, la Turquie s’immisce également dans le conflit du Caucase en se rangeant ouvertement du côté du “peuple frère” d’Azerbaïdjan. Ankara lui a livré une grande quantité d’armes, notamment les célèbres drones déjà utilisés peu après leur livraison l’été dernier, et la Turquie a depuis lors déjà aussi envoyé quelques centaines de mercenaires djihadistes syriens de sinistre réputation dans cette zone de conflit.

Plus récemment encore, la Turquie a une nouvelle fois provoqué Chypre, État membre de l’Union européenne dont la partie septentrionale demeure toujours illégalement occupée par l’armée turque. Le 8 octobre 2020, le président de la République turque de Chypre du Nord (qui ne jouit d’aucune reconnaissance internationale) a déclaré, au cours d’une conférence de presse conjointe avec le président Erdogan, qu’il entendait rouvrir la ville-fantôme de Varosha, ce projet étant en contradiction avec tous les accords en vigueur.

S’il est vrai que, durant la guerre froide, la Turquie constituait un membre important de l’OTAN et un “partenaire stratégique” de l’Union européenne et des États-Unis, elle est aujourd’hui devenue un obstacle, voire un adversaire dans certains domaines. Il n’existe plus guère d’espace géostratégique où la Turquie et l’Europe défendent encore des intérêts communs. Au contraire: les intérêts de la Turquie du président Erdogan ne sont plus compatibles avec ceux de l’Europe et il arrive même que la Turquie prenne des décisions en totale contradiction avec les intérêts européens.

maand (alweer begeleid door fregatten van de Turkse marine) het onderzoeksschip “Oruc Reis” opnieuw de Griekse wateren in.

Sinds enkele weken mengt Turkije zich ook in het conflict in de Kaukasus, waar het zich openlijk aan de zijde van het Azerbeidzjaanse “broedervolk” schaart. Ankara voorziet het land massaal van wapens – waaronder de bekende drones die kort nadat ze afgelopen zomer waren geleverd reeds werden ingezet – en stuurde ondertussen ook reeds enkele honderden beruchte jihadistische Syrische huurlingen naar het conflictgebied.

Nog recentier volgde een nieuwe provocatie aan het adres van EU-lidstaat Cyprus, waarvan het noordelijke deel nog steeds wederrechtelijk door het Turkse leger bezet blijft. Op 8 oktober kondigde de president van de – internationaal nergens erkende – “Turkse Republiek Noord-Cyprus” in een gezamenlijke persconferentie met Erdogan aan dat hij – tegen alle geldende afspraken in – de spookstad Varosha opnieuw zou openen.

Ten tijde van de Koude Oorlog, was Turkije een belangrijke NAVO-lidstaat en een “strategische partner” van de EU en de Verenigde Staten. Vandaag is Turkije echter geworden tot een blok aan het been en op sommige domeinen zelfs een tegenstander. Er is nauwelijks nog een geostrategische ruimte te noemen, waarin Turkije en Europa nog gemeenschappelijke belangen vertegenwoordigen. Wel integendeel: onder Erdogan zijn de belangen van Turkije niet meer verenigbaar met die van Europa en neemt het land zelfs besluiten die regelrecht tegen de belangen van Europa ingaan.

Ellen SAMYN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Kurt RAVYTS (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les menaces répétées de la Turquie d'utiliser la migration massive comme moyen de chantage et arme politique contre l'Union européenne;

B. vu l'ingérence turque dans la politique intérieure de pays d'Europe occidentale en mobilisant la diaspora turque;

C. vu l'occupation illicite permanente de la partie nord de Chypre par l'armée turque;

D. vu les provocations incessantes et les activités illégales auxquelles se livre la flotte turque dans les eaux territoriales grecques et chypriotes;

E. vu la politique étrangère agressive menée par la Turquie, qui risque de déstabiliser l'ensemble de la région;

F. considérant que la Turquie forme et finance le recours à des bandes de djihadistes sans pitié comme mercenaires au service des intérêts de politique étrangère de la Turquie;

G. vu la longue liste des rapports d'adhésion, qui mettent en évidence que la Turquie ne cesse de s'écarter de l'Europe et se trouve déjà bien éloignée des normes européennes minimales;

H. vu la promesse expresse qu'il pouvait être mis fin aux pourparlers d'adhésion si la Turquie ne devait pas se conformer aux conditions imposées et devait enfreindre de manière flagrante les règles fixées;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner les provocations incessantes de la Turquie envers l'Europe – et envers certains États membres en particulier;

2. de dénoncer ouvertement la politique étrangère turque à la fois agressive et dangereuse;

3. d'insister, au niveau européen, sur l'adoption d'une attitude plus assertive face aux provocations incessantes du gouvernement turc;

4. de préconiser, au niveau européen, l'arrêt des pourparlers d'adhésion;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de herhaalde dreigementen van Turkije om massale immigratie als chantagemiddel en politiek wapen tegen de EU in te zetten;

B. gelet op de Turkse inmenging in de binnenlandse politiek van West-Europese landen via het mobiliseren van de Turkse diaspora;

C. gelet op de blijvende wederrechtelijke bezetting van het noordelijke deel van Cyprus door het Turkse leger;

D. gelet op de permanente provocaties en illegale activiteiten van Turkse schepen in Griekse en Cypriotische territoriale wateren;

E. gelet op de agressieve buitenlandse Turkse politiek die de hele regio dreigt de destabiliseren;

F. De opleiding, financiering in de inzet van niets ontziende jihadistische bendes als huurlingenleger ten dienste van Turkse buitenlandse belangen;

G. gelet op de lange reeks toetredingsrapporten waaruit blijkt dat Turkije almaar verder van Europa wegdrijft en ondertussen ver verwijderd is van de Europese minimumstandaarden;

H. gelet op de uitdrukkelijke belofte dat de toetredingsgesprekken konden stopgezet worden indien Turkije zich niet zou houden aan de opgelegde voorwaarden of op flagrante wijze de regels zou overtreden;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. de aanhoudende Turkse provocaties aan het adres van Europa – en bepaalde EU-lidstaten in het bijzonder – te veroordelen;

2. de agressieve en gevaarlijke Turkse buitenlandse politiek openlijk aan de kaak te stellen;

3. op Europees niveau aan te dringen op een assertievere houding tegenover de aanhoudende provocaties van de Turkse regering;

4. op Europees niveau te pleiten voor de stopzetting van de toetredingsonderhandelingen;

5. d'insister, au niveau européen, pour que des sanctions soient prises à l'encontre de la Turquie.

22 octobre 2020

5. op Europees niveau aan te dringen op het uitvaardigen van sancties tegen Turkije.

22 oktober 2020

Ellen SAMYN (VB)
Annick PONTHER (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Kurt RAVYTS (VB)